

Par e-mail : <https://www.lesoir.be/466326/article/2022-09-19/laurent-lievens-les-etudes-de-gestion-sont-en-porte-faux-avec-le-reel>

Laurent Lievens: «Les études de gestion sont en porte-à-faux avec le réel»

Laurent Lievens quitte la Louvain School of Management. Il dénonce un cursus en décalage avec l'état de la connaissance dans les sciences du vivant et de la Terre, qui enferme les gestionnaires de demain dans un paradigme centré sur la croissance.



Par [Dominique Berns](#) 19 sept 2022
Journaliste au service Economie

En cette rentrée académique, la lettre ouverte d'un jeune enseignant de l'UCLouvain fait un tabac sur les réseaux sociaux. Laurent Lievens – tel est son nom – y explique pourquoi il démissionne de l'ensemble des cours qu'il donnait au sein de la Louvain School of Management (LSM). A ses yeux, les sciences de gestion sont en décalage complet avec les enjeux sociétaux actuels, refusant de prendre en compte, sinon à la marge, ce que martèlent depuis pourtant si longtemps la plupart des scientifiques – à savoir que nous ne pouvons pas continuer à faire croître toujours plus un système d'extraction, de production et de consommation sur une planète finie.

À lire aussi En quoi la transition énergétique est un défi inédit

Vous avez décidé de quitter l'école de gestion de l'UCLouvain, où vous avez été étudiant, puis, après votre doctorat, enseignant. Votre geste a été déclenché par la réduction du nombre d'heures de cours – de crédits, comme on dit – en sciences humaines, notamment en sociologie, philosophie, psychologie ou histoire. Pourquoi ?

C'est la goutte d'eau qui fait déborder le vase. Au-delà de leur contenu, les cours de sociologie, de philosophie, psychologie, d'histoire... permettaient de développer une forme d'esprit critique, n'étant pas directement au service du paradigme gestionnaire actuel. Mais cette réforme du programme n'est que la confirmation d'une déviation structurelle : les écoles de gestion refusent, sinon à la marge, de prendre en compte un état de fait scientifiquement avéré que je nomme avec d'autres « écocide », c'est-à-dire la destruction de l'habitabilité de notre planète, observable chaque jour par chacun.

Visez-vous spécifiquement les sciences de gestion ou les sciences économiques ?

Newsletter Selection de la rédaction

Tous les soirs du lundi au vendredi, retrouvez une sélection d'articles abonnés à ne pas manquer.

Il faut distinguer, d'une part, les sciences économiques et, d'autre part, les sciences – ou plutôt l'art – de la gestion, que l'on nommait dans le passé « économie appliquée ». Une école de gestion produit le système de pensée et d'action des futurs cadres et gestionnaires, qui seront demain à la manœuvre dans toute une série d'organisations, privées ou publiques. L'effet de levier est donc considérable. On peut faire une analogie facile à comprendre. Si, dans les écoles d'architecture et d'urbanisme, les étudiants apprennent essentiellement à bétonner et artificialiser nos villes, leurs réalisations, une fois dans la vie active, vont structurer la vie de toute la population pendant sans doute des décennies. Il en va de même dans les écoles de gestion. L'enjeu est donc essentiel.

À lire aussi Transformer l'école de gestion? Pourquoi nous ne démissionnons pas

Selon vous, on enseignerait aux étudiants des paradigmes obsolètes, voire « une idéologie managériale suicidaire »... Vous y allez un peu fort, non ?

Ces paradigmes sont en décalage avec l'état de la connaissance dans ce que l'on peut appeler, de manière assez large, les sciences du vivant et de la Terre, où un consensus a émergé selon lequel les pratiques humaines détruisent les conditions d'habitabilité de la planète. Tout le monde peut observer cette destruction en cours. A rebours, les sciences de gestion, tout comme les sciences économiques orthodoxes sur lesquelles elles s'appuient largement, restent fondées sur le refus de la limite. Le « progrès » consiste toujours à faire croître un indicateur, le PIB, le produit intérieur brut, dont la logique est purement comptable : on ne retient essentiellement que les activités marchandes, sans tenir compte de leur finalité – reconstruire les maisons détruites par les inondations dope la croissance – ni de leur éventuelle nuisance. Plus on consomme, plus le PIB s'accroît. Et pourtant, de nombreux économistes hétérodoxes ont montré que cette croissance ne mène plus, ou de moins en moins, au progrès ou au bonheur des humains. Quelqu'un comme l'intellectuel Bruno Colmant, par exemple, n'a-t-il pas déclaré, dans une récente tribune libre (NDLR : dans La Libre), que notre système économique capitaliste néolibéral n'était tout simplement pas compatible avec l'urgence écologique ?

Mais les départements d'économie et les écoles de gestion ne sont pas aveugles aux problèmes environnementaux. Votre alma mater, l'UCLouvain, propose pour la nouvelle année académique, dans ses 14 facultés, y compris la LSM, plus de 100 cours consacrés à la transition écologique et au développement durable.

Beaucoup de collègues sont sincères dans leurs démarches, et je les remercie de continuer les changements depuis l'intérieur, mais il faut absolument pouvoir dénoncer le greenwashing et la politique des « petits pas ». Certes, certains programmes ont fait une place à la notion – obsolète, selon moi – de développement durable, également au sein de l'école de gestion. On y parle de décarboner l'économie, de développer des technologies vertes, de passer aux énergies renouvelables, à la voiture électrique. Un cours de finance calculera la rentabilité des panneaux solaires, etc. Mais le changement est pensé à l'intérieur du cadre existant, ce qui ne suffira pas. Il faut bien comprendre que la question essentielle n'est pas d'abord technique, mais bien celle des valeurs et de choix de société : qu'est-il soutenable de faire et comment est-il souhaitable de vivre ? Comme je le montre dans ma thèse de doctorat, le développement durable, qui était à l'origine une vision plus radicale, est aujourd'hui essentiellement envisagé comme un outil d'ajustement. Soyons clairs : les « petits gestes » sont importants – une machine à café bio, le tri sélectif... – mais totalement insuffisants. La crise systémique actuelle, qui ne concerne pas seulement le dérèglement climatique, mais le dépassement, déjà opéré ou prochain, des différentes limites planétaires, indique que nous devons surtout changer de cadre sociétal. Et malheureusement, distiller du développement durable dans les cursus existants sans en révolutionner les fondements n'atteint pas cet objectif. C'est pourquoi un changement profond, radical – comprenez : à la racine – doit être

opéré d'urgence, également dans le cursus académique.

À lire aussi Quelques «petits gestes» pour sauver la planète?

Au vu de votre démission, peut-on déduire que votre discours n'est pas audible, ou n'a pas été entendu ?

C'est vrai, il est plutôt inaudible. Or, je ne suis qu'un lanceur d'alerte qui répète ce que nous disent les scientifiques. Nous ne pouvons pas continuer à faire croître toujours plus un système d'extraction, de production et de consommation sur une planète finie. Ce n'est ni possible ni souhaitable, au niveau environnemental, comme au niveau social, puisque cela s'accompagne par exemple d'une concentration toujours plus grande des richesses. Il faut donc réinventer des façons de vivre qui ne reposent pas sur cette débauche énergétique, matérielle, consumériste. Dès lors, soyons cohérents : les gestionnaires de demain ne pourront plus être eux-mêmes enfermés dans un paradigme centré sur la croissance.

Autrement dit : vous reprochez aux écoles de gestion de former les « bons petits soldats » d'un système économique dont la seule obsession est la croissance, quand bien même cela détruit la planète...

Aujourd'hui, les sciences de gestion peuvent s'appliquer que vous soyez marchand d'armes, de piscines ou de pain. Les étudiants apprennent comment inciter le consommateur à acheter un bien ou un service, comment gérer un stock, comment optimiser les ressources humaines, comment maximiser la valeur pour l'actionnaire... La croissance, de l'entreprise ou de l'économie, reste leur horizon. Ce que l'on produit est secondaire. Or, leur mission doit changer aujourd'hui. Ils doivent s'interroger sur le sens de ce qu'ils produisent. Ils doivent aussi piloter des organisations dans un monde en contraction. Il est donc essentiel qu'ils soient outillés pour pouvoir gérer cette évolution, au lieu de la subir. En tant que patron, ils doivent, après une période de croissance initiale, s'interroger sur la nécessité de continuer à faire croître leur entreprise. Or, cette pensée inscrite dans la réalité scientifique des limites planétaires est complètement étrangère à ce qu'on leur enseigne aujourd'hui. La masse de témoignages que je reçois d'entrepreneurs et de jeunes diplômés en témoigne. D'où mon appel, qui ne vise pas seulement la Louvain School of Management, mais toutes les écoles de gestion et les business schools, qui, de manière générale, nient l'urgence d'un changement de paradigme. Il faut le répéter, l'enseignement actuel de la gestion repose sur un paradigme invalidé par les sciences de la vie et de la Terre, ce qui est une forme d'obscurantisme. C'est aussi un message aux étudiants : n'attendez pas la fin de votre formation – à l'image des diplômé(e)s de l'Ecole polytechnique, d'AgroParisTech ou de l'Ecole d'architecture de Versailles, en juin dernier – pour découvrir que ce cursus vous a doté d'une lecture du monde et d'outils en totale inadéquation avec le réel.

Laurent Lievens

Laurent Lievens a obtenu son diplôme d'ingénieur de gestion en 2007 aux Fucam. Il est également titulaire d'un master en sciences et gestion de l'environnement de l'ULB et d'un diplôme de bachelier en psychomotricité. En 2015, il a présenté une thèse de doctorat en sciences politiques et sociales consacrée à la décroissance, dont une version grand public – Décroissance et néo-décroissance – vient d'être publiée aux Presses universitaires de Louvain. Chargé de cours invité à l'UCLouvain, il a notamment enseigné l'éthique de la communication, l'épistémologie et la responsabilité sociétale des entreprises. Il lui reste un cours de compétences relationnelles au sein de l'école de communication.